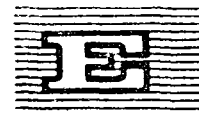


NATIONS UNIES CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/1155/Add.5
30 mai 1974
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Trente et unième session

RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels, reçus des gouvernements pour la période du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, en vertu de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social

	<u>Pages</u>
République fédérale d'Allemagne	2
Hongrie	33

REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE

/8 mai 1974/

I

Comme l'indique sa Loi fondamentale, la République fédérale d'Allemagne est un Etat constitutionnel et social, à régime essentiellement libéral et démocratique.

Du point de vue de la politique sociale, il s'agit donc non seulement d'éliminer toute crainte de gêne matérielle et de déchéance sociale, mais aussi d'introduire dans la société davantage de justice et de réelle liberté.

Sur le plan de la politique économique, il s'ensuit que l'individu jouit d'une plus grande liberté pour l'épanouissement de sa personnalité.

Pendant la période considérée, le but du Gouvernement fédéral a donc été, compte tenu du niveau déjà élevé du progrès social, de perfectionner l'Etat constitutionnel et social et, par des réformes intérieures, de faire bénéficier les citoyens d'une justice sociale accrue.

Une importance particulière est accordée à l'application du droit de l'individu au travail et le gouvernement pratique à cet égard une politique dynamique de la main-d'oeuvre, en même temps qu'une politique économique orientée vers le plein emploi.

La Loi pour la promotion de la main-d'oeuvre, en vigueur depuis le 1er juillet 1969, fournit la base juridique requise pour un certain nombre de mesures d'ordre politique visant au plein emploi et complétées par des mesures de politique régionale et structurelle.

De 1969 à 1973, la proportion des chômeurs s'est située entre 0,7 p. 100 et 1,2 p. 100. Pendant cette période, on a compté en moyenne annuelle deux fois plus d'emplois vacants que de personnes sans travail et, en 1970, il y en a eu jusqu'à plus de cinq fois autant. Dans le même temps, le nombre des travailleurs étrangers en République fédérale d'Allemagne a pratiquement doublé, passant de 1,37 million au milieu de 1969 à 2,57 millions au milieu de 1973.

Un autre objectif majeur de la politique sociale est l'humanisation de la vie professionnelle. La loi contraint désormais les employeurs à engager dans leurs entreprises des médecins du travail et des experts de la sécurité industrielle. De l'avis du Gouvernement fédéral, la protection de l'environnement doit commencer au niveau de l'établi. La prévention et la recherche en matière d'accidents reçoivent une attention particulière et, afin de recueillir des données essentielles dans ce domaine, on a créé à Dortmund l'Institut fédéral de protection de la main-d'oeuvre et de recherche sur les accidents.

Le développement de la sécurité et du bien-être sociaux est également considéré comme un objectif prioritaire. La nouvelle et importante législation concernant les fonds réglementaires d'assurance-maladie et de retraite sera examinée plus loin en détail (III.B et L).

/...

A ce propos, on notera que la République fédérale d'Allemagne attache une importance particulière à la réadaptation des personnes handicapées. Avec la publication, en 1970, d'un programme d'action qui, depuis lors, s'est traduit en mesures pratiques, le Gouvernement fédéral a instauré une politique destinée à garantir aux handicapés un droit égal dans la cité ainsi qu'un libre épanouissement de leur personnalité dans la vie professionnelle et sociale.

Des mesures particulières ont été introduites pour améliorer la législation en vigueur sur la promotion de l'épargne et assurer une répartition plus équitable des richesses. Un vaste système va permettre à de larges secteurs de la population de participer à l'accroissement de l'actif productif des grandes entreprises et les préparatifs correspondants sont en bonne voie.

La politique sociale moderne exige des instruments modernes. C'est pourquoi, depuis un certain temps, le Gouvernement fédéral publie chaque année un rapport sur les mesures sociales en vigueur ou envisagées, en même temps qu'un budget spécial contenant un exposé exhaustif de toutes les dépenses sociales, ventilé par établissement et par rubrique de politique sociale. Ce rapport offre également un aperçu préalable des cinq années suivantes.

Autre progrès important, la vie professionnelle se démocratise de plus en plus. La nouvelle Loi sur le statut des entreprises, entrée en vigueur au début de 1972 et remplaçant celle de 1952 sur le même sujet, tient compte des changements d'ordre technique, économique et social survenus au cours des 20 dernières années. Reposant sur le principe de la confiance et de la coopération entre l'employeur et le conseil d'entreprise, elle donne à chaque travailleur une plus grande liberté.

La nouvelle loi apporte aussi davantage de garanties sociales au travailleur dont elle étend et renforce les droits de participation, notamment pour ce qui est de la participation du conseil d'entreprise aux discussions concernant le personnel et les problèmes sociaux ou économiques de l'entreprise. De plus, cette loi renforce la position des syndicats dans l'entreprise. En même temps, de réels progrès s'accomplissent dans le sens d'une participation plus large des travailleurs aux décisions de la direction.

La politique de croissance cyclique est également au centre des préoccupations de l'Etat social moderne. La Loi du 8 juin 1967 sur la promotion de la stabilité et de la croissance économiques a donc donné au Gouvernement fédéral le cadre d'une politique économique et financière coordonnée.

Cette loi contient en outre des instruments de politique budgétaire, fiscale et de crédit propres à orienter les tendances et la croissance économiques. Elle oblige aussi bien le Gouvernement fédéral que les Gouvernements des Länder (Etats de la Fédération) à tenir compte des exigences de l'équilibre économique d'ensemble lorsqu'ils prennent des mesures de politique économique et financière. De la sorte, ces gouvernements sont tenus d'orienter leurs politiques économiques et financières dans le sens d'objectifs sociaux et économiques globaux. Toutes les mesures de politique économique et financière adoptées par le gouvernement et les Länder doivent être conçues de manière à concilier, "dans le cadre d'une économie de marché", le maintien de la "stabilité des prix", d'un "haut niveau d'emploi" et de "l'équilibre du commerce extérieur" avec une croissance économique régulière et adéquate.

Même si ces indicateurs de l'équilibre économique d'ensemble ne sont pas les seuls critères à la base de l'action gouvernementale en matière de politique économique et financière, ils permettent néanmoins de mesurer le succès de la politique économique en République fédérale d'Allemagne.

Les chiffres reproduits ci-après montrent que, grâce à la politique économique et sociale du Gouvernement fédéral, de larges secteurs de la population jouissent d'une prospérité croissante. Le PNB (à prix constants) a augmenté de 18 p. 100 pendant la période considérée; en 1973, la part du PNB absorbée par la dépense sociale a été de 21,5 p. 100 et la même année, le revenu par habitant a atteint au total 11 500 deutsche Mark; les salaires moyens garantis par les conventions collectives ont augmenté de 53 p. 100 et les salaires effectivement versés de 57 p. 100 pendant la période que couvre le rapport. Pendant la même période, les revenus réels des travailleurs ont considérablement augmenté, même si l'on tient compte de la hausse du coût de la vie.

II

Il y a lieu de mentionner dès l'abord que la République fédérale d'Allemagne ne ratifie aucun traité international avant que le gouvernement et les organes législatifs n'aient conclu, au terme d'un examen attentif, que la législation nationale est compatible avec les obligations qu'entraîne la ratification d'un tel traité.

Pendant la période considérée, on a examiné de la sorte les implications juridiques du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels avant d'en déposer l'instrument de ratification en décembre 1973 (après l'admission de la République fédérale d'Allemagne à l'Organisation des Nations Unies).

De même, on a minutieusement étudié la législation de la République fédérale d'Allemagne, pour vérifier si elle s'accordait avec les exigences dudit pacte.

Entre 1969 et 1973, la République fédérale d'Allemagne a ratifié les quatre conventions ci-après, adoptées par l'Organisation internationale du Travail :

No 118 concernant l'égalité de traitement des nationaux et des non-nationaux en matière de sécurité sociale. Cette convention doit donner une validité internationale au principe de l'égalité entre nationaux et non-nationaux en matière de sécurité sociale, et compléter la Convention No 102 concernant la norme minimum de la sécurité sociale, que la République fédérale d'Allemagne a ratifiée en 1958;

No 121 concernant les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles. Cette convention a pour but d'assurer une protection suffisante contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, tout en fixant des niveaux minimums pour le dédommagement;

No 122 concernant la politique de l'emploi. Cette convention offre un cadre moderne et complet, en vue d'une politique spécifique de la main-d'oeuvre dans les Etats membres;

/...

No 128 concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants. Cette convention donne un cadre moderne à l'assurance pour la vieillesse, l'invalidité et les survivants à charge. Comparée aux accords antérieurs, elle élargit le cercle des personnes concernées et, dans bien des cas, relève notablement le barème des prestations.

En outre, le 23 juillet 1973, soit peu après la fin de la période considérée, la République fédérale d'Allemagne a ratifié la Convention No 135 concernant la protection des représentants des travailleurs dans l'entreprise et les facilités à leur accorder, les travaux préparatoires ayant atteint le stade requis à cet effet.

Cette convention complète la Convention No 98 concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective, et poursuit ainsi le développement d'un secteur important du droit international touchant aux relations entre syndicats et représentants d'employeurs.

Enfin, il y a lieu de mentionner les instruments internationaux ci-après, qui sont entrés en vigueur pendant la période considérée : Protocole du 31 janvier 1967 relatif au statut des réfugiés; Convention du 14 juillet 1967 instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle; Règlement sanitaire international (25 juillet 1969).

III.A

Remarques liminaires

Les applications pratiques du droit au travail sont essentiellement le fait d'une politique dynamique de la main-d'oeuvre et d'une politique économique orientée vers le plein emploi. A cet égard, on se référera aux remarques formulées dans les sections suivantes : I, III.A.1 et III.A.3.

Une assistance particulière doit être prévue pour les personnes qui, du fait d'un handicap physique ou mental, ont des difficultés à poursuivre une activité professionnelle en rapport avec leurs intérêts, leurs aptitudes et leurs connaissances. A ce propos, on a déjà mentionné (voir sect. I) le "Programme d'action pour la réadaptation des personnes handicapées", annoncé en 1970. Pour appliquer ce programme, le Gouvernement fédéral a pris pendant la période considérée d'importantes initiatives d'ordre législatif, dont seules les plus significatives seront mentionnées ici.

Par exemple, on a mis au point un projet de loi visant à régulariser le paiement pour la réadaptation des handicapés afin que les intéressés reçoivent, pendant toute la durée de leur réadaptation, des versements d'entretien constants calculés d'après le montant brut des derniers gains, ces indemnités transitoires devant être ajustées chaque année compte tenu des variations économiques. En même temps, l'organisme qui pourvoit à la réadaptation devrait donner aux handicapés les avantages de la sécurité sociale, en versant aux sociétés d'assurances sociales et à l'Institut fédéral pour l'emploi des cotisations au titre de l'allocation-chômage et des autres prestations versées en cas de chômage total ou partiel (voir sect. III.B).

/...

Un important travail de réadaptation se poursuit par ailleurs au titre de la loi fédérale sur l'assistance sociale (à comparer dans ses principes avec le secours social, voir sections III.C.1 à 3). Fondée sur une loi élaborée pendant la période considérée et approuvée depuis lors, cette loi élargit la portée de l'assistance de manière à couvrir toutes les personnes qui, temporairement ou non, sont physiquement ou mentalement handicapées, ou menacées de l'être.

Une importance particulière est attachée à la loi - désormais approuvée elle aussi - qui prévoit de nouveaux aménagements de la législation afférente aux grands handicapés. En vertu des précédents textes législatifs, les employeurs se devaient déjà d'engager certains groupes de personnes très diminuées. Grâce aux nouvelles dispositions, seront également couvertes toutes les personnes que des handicaps physiques ou mentaux de n'importe quelle origine privent d'au moins 50 p. 100 de leurs aptitudes au travail. En plus de l'obligation qu'ils ont de pourvoir aux assurances sociales, les employeurs vont peu à peu être tenus de veiller aussi au perfectionnement professionnel des grands handicapés, qui seront mieux protégés à l'égard des préavis concernant la cessation de leur emploi. D'autre part, le délégué chargé de représenter les grands handicapés et qui s'occupait déjà auparavant de leurs intérêts dans les usines et bureaux, verra sa position renforcée. Enfin, les ateliers ouverts aux handicapés bénéficieront d'une promotion particulière, certains avantages étant offerts pour stimuler les contrats de fourniture.

III.A.1

La Constitution garantit à tous les ressortissants allemands le libre choix d'une profession, d'un lieu de travail ou d'un établissement de formation, de même que la liberté de se déplacer. Pour veiller à l'application réelle du droit qu'ont les citoyens de choisir librement un lieu de travail, la loi pour la promotion de la main-d'oeuvre, déjà mentionnée à la section I, met un jeu d'instruments efficaces au service d'une politique dynamique de la main-d'oeuvre couvrant notamment :

L'orientation professionnelle, y compris le placement dans des établissements de formation; la recherche d'emplois avec l'aide de conseillers spécialisés; la promotion de l'enseignement professionnel (promotion de la formation professionnelle, du perfectionnement et du recyclage au niveau des individus et des établissements); l'encouragement à la prise d'un emploi; le travail et la promotion professionnelle des handicapés (réadaptation professionnelle); l'octroi de subventions pour maintenir et créer des emplois (compensation pour les services de courte durée, promotion de l'emploi à longueur d'année dans le secteur du bâtiment, mesures permettant de trouver du travail).

Toutes ces tâches sont menées à bien par l'Institut fédéral pour l'emploi et ses nombreux bureaux régionaux et locaux, dont l'extrême efficacité n'est plus à démontrer. Cet institut observe aussi constamment le marché du travail et conduit des recherches sur le marché de l'emploi et les professions. Par-dessus tout, ses services d'information, de médiation et de consultation clarifient la situation du marché du travail, ce qui facilite le libre choix d'un emploi, d'un lieu de travail ou d'un établissement de formation.

/...

III.A.2

En République fédérale d'Allemagne, l'un des objectifs primordiaux de la politique sociale est d'assurer aux personnes pourvues d'un emploi des conditions de travail justes et favorables. En pratique, cela se traduit à la fois par des textes législatifs et par de nombreux accords sur les salaires, que les syndicats concluent avec les associations d'employeurs ou les employeurs concernés, dans le cadre de l'autonomie que la loi garantit aux deux parties en matière de salaires. Pendant la période considérée, de nombreux accords conclus de la sorte ont régulièrement amélioré les conditions générales de travail.

S'agissant de la législation, il convient de mentionner tout d'abord la première loi portant amélioration de la législation du travail (14 août 1969). Cette loi a en effet amélioré de beaucoup la position des employés du point de vue de la législation relative aux préavis et à la protection à leur égard.

La protection des travailleurs est également assurée par la loi du 7 août 1972, qui donne une base commerciale à l'agence pour le recrutement de la main-d'oeuvre et supprime les imperfections observées dans ce secteur.

Le mode de représentation des employés au sein de l'entreprise joue un rôle important dans l'aménagement et le maintien de conditions de travail justes et favorables. Il est bon de rappeler ici la nouvelle loi sur le statut des entreprises qui, comparée aux textes antérieurs, apporte de nombreuses améliorations en faveur des employés et de leurs représentants.

Sur un certain nombre de questions, les conseils d'entreprise ont le droit de participer à la prise des décisions, de telle sorte que s'il n'est pas possible d'aplanir les divergences d'opinions qui les séparent des employeurs, on s'en remet à une instance neutre (comité de conciliation ou tribunal du travail).

Les droits de chaque employé face aux problèmes concernant sa personne ou son emploi ont également été réglementés. L'employé jouit en outre sans réserve du droit de porter plainte, ce qui lui permet de demander l'appui du conseil d'entreprise.

III.A.3

L'une des principales tâches des politiques économiques (croissance cyclique, développement régional et sectoriel) et de la main-d'oeuvre est de garantir le plein emploi. Le rôle de la politique de la main-d'oeuvre est de veiller à l'équilibre qualitatif et quantitatif de l'offre et de la demande sur le marché du travail. Il s'agit, à cette fin, de prendre des mesures préventives, de manière à éviter ou limiter autant que possible les difficultés prévisibles en matière d'emploi.

/...

La politique de la main-d'oeuvre est particulièrement importante en tant que moyen d'assurer à chaque emploi la plénitude de sa valeur. A cet égard, une contribution marquante est apportée par les mesures destinées à promouvoir l'enseignement professionnel, mesures dont de multiples aspects sont inclus dans la loi pour la promotion de la main-d'oeuvre.

Cette loi prévoit non seulement la promotion de l'individu par l'enseignement professionnel, la formation spécialisée et le recyclage, mais aussi celle des institutions, c'est-à-dire des établissements d'enseignement, par l'Institut fédéral pour l'emploi. En outre, elle contient les instruments repris pour subventionner la période de familiarisation avec le travail. Cette subvention est accordée à l'employeur pour ceux de ses employés qui ne peuvent s'acquitter pleinement de leurs fonctions qu'après une période de "rôdage".

Parallèlement aux mesures de promotion de la mobilité professionnelle, il en est d'autres dont les objectifs sont les suivants : faciliter la reprise d'un emploi en augmentant la mobilité géographique; aider, conformément à la politique de la main-d'oeuvre, les employés de certaines branches de l'économie (agriculture, industries du fer, du charbon et de l'acier, bâtiment); apporter une aide particulière aux employés handicapés et âgés.

III.A.4

Dans l'ensemble, les barèmes des traitements et salaires que négocient les syndicats et les employeurs grâce à l'autonomie dont ils jouissent en matière de salaires, permettent une rémunération juste et favorable du travail, ce qui garantit à l'employé et à sa famille des moyens suffisants. Pendant la période considérée, on a pu observer un relèvement très sensible des barèmes négociés par les syndicats. Par ailleurs, le plein emploi et la pénurie concomitante de main-d'oeuvre ont souvent amené les employeurs à verser des salaires supérieurs aux barèmes convenus (voir plus haut, sect. I).

Le fait que les questions de salaires soient en grande partie réglées au moyen d'accords spéciaux n'élimine pas la possibilité pour certains problèmes particuliers de l'être par la loi, ou pour la rémunération de certains groupes de personnes d'être fixée selon des procédures soumises à la loi.

Pour la période considérée, on peut citer à titre d'exemple la loi sur le maintien du paiement des salaires, promulguée le 27 juillet 1969. Cette loi donne aux travailleurs le droit au versement de la totalité de leur salaire pendant six semaines, en cas d'incapacité par suite de maladie, ou d'absence pour suivre un traitement.

En conséquence, les travailleurs jouissent pratiquement du même statut que les employés salariés, mais ces derniers ont bénéficié beaucoup plus tôt du droit au maintien de leur salaire. La première loi portant amélioration de la législation du travail, rappelée plus haut, règle les problèmes spécifiques relatifs au maintien du salaire en cas de préavis.

La Cour constitutionnelle fédérale a pris le 27 février 1973 une décision qui mérite d'être mentionnée, et par laquelle elle a déclaré compatible avec la loi fondamentale le pouvoir qui est donné aux comités de travailleurs à domicile de déterminer la rémunération minimale et les conditions de travail des personnes qui travaillent à domicile et ont particulièrement besoin d'une protection sociale.

III.A.5

Le Tribunal fédéral du travail a toujours reconnu comme un élément de la législation du travail le droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale. A cet égard, il se réfère à la clause d'égalité générale énoncée dans la loi fondamentale, dans la mesure où elle prévoit l'égalité des salaires pour les hommes et les femmes. Le Tribunal se réfère également à certaines dispositions spéciales de la loi fondamentale, qui imposent un traitement égal pour les hommes et les femmes et proscrivent toute forme de discrimination fondée sur le sexe. Pendant la période considérée, cela a notamment conduit les syndicats et les employeurs à éliminer les catégories de salaires spécialement prévues pour les femmes dans l'industrie du cuir. Les problèmes particuliers concernant les groupes dits "à salaire minimum" sont abordés plus loin, section V.

Le Tribunal fédéral du travail s'efforce aussi de lutter contre la discrimination dissimulée. Lors du procès d'une entreprise qui, pendant la période considérée, versait à ses employées étrangères des salaires inférieurs à ceux des hommes, il a présumé l'existence d'une intention discriminatoire de la part de l'entreprise, et a demandé à celle-ci de prouver que tel n'était pas le cas.

III.A.6

La position des employés s'améliore constamment du point de vue des périodes de repos, des loisirs, de la limitation des heures de travail et des congés payés. Ces diverses questions sont réglées en partie par la législation et en partie par des accords sur les barèmes de salaires, ces derniers offrant aux employés plus d'avantages que la législation, pour ce qui est par exemple du nombre d'heures de travail par semaine ou de la durée des congés payés. Pendant la période étudiée, un nombre considérable d'accords sur les barèmes de salaires ont été conclus dans diverses branches de l'économie.

Parmi les règlements législatifs, il convient de mentionner une loi portant modification de la loi du 23 juillet 1969 sur les horaires de travail dans les boulangeries et confiseries, une loi du 23 juillet 1969, modifiant les heures de fermeture des magasins, la loi du 30 mars 1971 sur les chauffeurs de camions de transport et le règlement du 28 octobre 1971 sur les horaires de travail dans les transports routiers.

III.A.7

Le droit qu'ont les individus de former des syndicats et d'adhérer à celui de leur choix est prévu dans la loi fondamentale. A ce propos, il n'a pas été nécessaire de promulguer de nouvelles lois pendant la période considérée. Néanmoins, la Cour constitutionnelle fédérale qui, dans de précédentes décisions, avait mis au point d'importants principes concernant les droits des syndicats, a confirmé par sa décision du 26 mai 1970 que le droit des syndicats à recruter des membres est conforme au droit constitutionnel. Dans cette même décision, elle a donné des précisions sur l'exercice de ce droit.

III.A.8

En République fédérale d'Allemagne, le droit de grève est garanti aux travailleurs. Les dispositions applicables en cas de conflits en matière de législation du travail ont été mises au point par les tribunaux jugeant les différends d'ordre professionnel, en particulier, le Tribunal fédéral du travail, dans le cadre de décisions portant sur des cas particuliers.

Pendant la période considérée, une décision particulièrement importante a été prise le 21 avril 1971 par la Cour supérieure (Grosser Senat) du Tribunal fédéral du travail. Elle est obligatoire pour toutes les divisions de ce tribunal et énonce les principes suivants :

Les mesures appliquées en cas de conflits du travail sont soumises aux règles de proportionnalité. La grève peut être un motif de suspension, mais non de licenciement. Le lock-out équivaut, d'une manière générale, à une suspension. Conformément à la règle de proportionnalité, un lock-out entraînant le licenciement peut être autorisé. En pareil cas, les travailleurs peuvent demander à être réengagés, selon l'équité, une fois le conflit terminé.

En République fédérale d'Allemagne, le nombre de conflits du travail a été, jusqu'ici, limité. Un record a été atteint en 1971, année où 4,5 millions de jours de travail ont été perdus par suite de grèves et de lock-out. En 1972, 23 000 travailleurs se sont mis en grève dans 53 entreprises, ce qui a fait perdre 66 000 jours de travail.

III.B

En République fédérale d'Allemagne, le droit à la sécurité sociale est garanti par un régime de sécurité sociale qui s'applique à presque toute la population de la République fédérale, sans distinction de nationalité, en cas de maladie, de maternité, d'accident du travail, de maladie professionnelle, d'invalidité, de vieillesse et de décès. Pendant la période considérée, ce régime a encore été amélioré et élargi dans tous les secteurs importants.

Aux termes de la loi du 21 décembre 1970 étendant le bénéfice de la législation relative à l'assurance-maladie, tous les travailleurs peuvent s'affilier au régime général d'assurance-maladie.

Cette loi permet également de bénéficier de prestations pour le diagnostic précoce des maladies. Peuvent bénéficier de ces prestations les enfants jusqu'à 4 ans révolus et, pour ce qui est du diagnostic précoce du cancer, les femmes à partir de 30 ans et les hommes à partir de 45 ans. En vertu de la loi visée ci-dessus, une partie des cotisations est versée par l'employeur, tant en ce qui concerne les personnes affiliées volontairement à un régime public d'assurance-maladie qu'en ce qui concerne les personnes assurées à titre privé, comme c'est le cas, depuis longtemps, pour les assurés obligatoires.

Aux termes de la loi du 10 août 1972, le régime de sécurité sociale a été étendu à 2,4 millions d'agriculteurs indépendants, aux membres de leur famille qui travaillent avec eux et aux personnes âgées, ainsi qu'aux personnes à la charge des intéressés. Près de 88 p. 100 de toute la population bénéficie désormais de ce régime.

L'assurance-accident réglementaire, qui s'appliquait jusqu'ici à 26 millions de personnes, c'est-à-dire tous les employés, un certain nombre d'autres personnes exerçant un emploi rémunéré, ainsi que de personnes exerçant un emploi d'intérêt public, a été étendue à 12,6 millions d'enfants et de jeunes : étudiants, écoliers et élèves des jardins d'enfants. L'assurance-accident couvre également les travailleurs dans les détours qu'ils font en se rendant à leur travail et en en revenant, pour déposer et reprendre leurs enfants.

Entre 1969 et 1973, le taux des pensions versées au titre de l'assurance-accident réglementaire a été relevé d'environ 43 p. 100.

La caisse générale des pensions verse des prestations d'invalidité et de vieillesse ainsi que des prestations en cas de décès. En vertu de la loi du 16 octobre 1972 portant réforme des pensions, le régime général des pensions est ouvert à tous. Conçu à l'origine comme une assurance au bénéfice des employés, ce régime s'applique désormais aux travailleurs indépendants considérés comme assurés obligatoires à titre individuel et aux personnes sans emploi (par exemple les ménagères) considérées comme affiliées volontaires. Quelque 750 000 personnes travaillant à leur compte et 7 millions de femmes peuvent bénéficier de ce régime.

/...

L'affiliation au régime des pensions a été facilitée par une disposition libérale concernant les cotisations payables à titre rétroactif jusqu'en 1956.

En République fédérale d'Allemagne, tout individu, quelle que soit sa nationalité, peut souscrire une assurance volontaire. A moins que les accords intergouvernementaux ou la législation de la Communauté européenne n'en disposent autrement, les étrangers qui quittent la République fédérale d'Allemagne, peuvent demander le remboursement de leurs cotisations au régime général des pensions (c'est-à-dire le remboursement de la part de l'employé majorée des intérêts).

La loi modifiant le régime des pensions a ramené de 65 à 63 ans l'âge minimum auquel les assurés qui comptent au moins 35 ans d'affiliation peuvent prendre leur retraite. Les personnes souffrant d'une infirmité ou d'une incapacité grave peuvent, dans certaines conditions, percevoir leur pension de vieillesse à partir de 62 ans. Même au titre de la législation antérieure, les femmes et les personnes sans emploi pouvaient percevoir une pension de vieillesse à 60 ans révolus, sous réserve de certaines conditions.

Le montant des pensions qui est ajusté chaque année en fonction de l'évolution des traitements et des salaires ("pensions dynamiques"), est calculé en principe sur la base du nombre et du montant des cotisations versées, le montant de la cotisation dépendant de celui du traitement ou du salaire.

La législation de la République fédérale ne garantit pas une pension minimum. Toutefois, la loi modifiant le régime des pensions prévoit que, pour le calcul du montant de la pension, les personnes qui ont été assurées pendant au moins 25 ans comme ayant gagné, pendant tout le temps où elles ont été employées, au moins 75 p. 100 de la rémunération moyenne de tous les assurés. La législation suppose donc, dans ce cas, un revenu minimum, ce qui a contribué à augmenter sensiblement la pension des personnes intéressées.

Pendant la période considérée, les pensions versées dans le cadre du régime général ont augmenté de près de 50 p. 100. Pour les catégories à revenu moyen, le montant total de la pension de vieillesse, après 40 ans d'affiliation, se chiffrait en 1973 à 668,60 DM par mois.

Dans le cas des agriculteurs indépendants et des membres de leur famille travaillant avec eux, les pensions de vieillesse, qui relèvent d'une branche de la sécurité sociale distincte du régime général des pensions, ont été considérablement étendues et améliorées pendant la période considérée. Elles sont passées de 175 à 240 DM par mois pour les personnes mariées, et la pension de départ a été relevée de 275 à 415 DM.

Les indemnités de chômage versées en vertu de la loi pour la promotion de la main-d'oeuvre visent à protéger les travailleurs contre les conséquences économiques du chômage total ou partiel.

Il convient de mentionner au premier chef les allocations de chômage financées par des cotisations des employeurs et des travailleurs : les bénéficiaires de ces allocations sont automatiquement affiliés gratuitement au régime général d'assurance-maladie et au régime général d'assurance-accident. Les allocations de chômage sont complétées par un système d'assistance au chômage financé par les fonds publics, qui n'intéresse cependant que les travailleurs dont les ressources sont considérées comme insuffisantes.

En cas d'absence temporaire inévitable du travail, due à des causes économiques, à des changements de la structure industrielle ou à des événements inévitables, les travailleurs intéressés perçoivent des indemnités à court terme. Les bénéficiaires demeurent affiliés aux régimes généraux d'assurance-maladie et de pension et conservent leurs droits. Les cotisations nécessaires sont payées en partie par l'employeur et en partie par l'administration du travail.

Dans le cas des travailleurs du bâtiment, les indemnités de chômage-intempérie versées à titre de compensation du manque à gagner visent à conserver l'emploi et à assurer un revenu adéquat aux travailleurs.

Une indemnité d'adaptation a été instaurée le 1er janvier 1973, dans le cadre des activités de la communauté visant à améliorer la structure agricole et à assurer la protection côtière, au bénéfice des travailleurs agricoles âgés qui cessent de travailler. Les ayant-droits sont les travailleurs agricoles âgés de 55 à 65 ans qui perdent leur emploi dans l'agriculture du fait de la rationalisation.

En ce qui concerne les allocations familiales, voir les observations figurant à la section III.E.1.

Pour ce qui est des pensions des victimes de guerre, un certain nombre d'améliorations structurelles ont été enregistrées pendant la période considérée, ainsi que des augmentations linéaires périodiques des pensions représentant au total plus de 37 p. 100, et même plus de 46 p. 100 dans le cas des pensions de veuve. Depuis 1970, les pensions des victimes de guerre ont été ajustées tous les ans, parallèlement aux pensions ordinaires versées au titre du régime général. Ces pensions sont donc également "dynamiques".

Les pensions de retraite versées par les entreprises sont un complément important aux pensions de vieillesse, d'invalidité et de survivant versées au titre de la sécurité sociale. Le bénéfice de ces pensions de retraite n'a cessé d'être étendu pendant la période considérée, et elles s'appliquent désormais à la moitié environ de tous les travailleurs en République fédérale d'Allemagne. Elles ne sont pas prescrites par la loi, mais font l'objet de règlements contractuels fondés essentiellement sur des contrats de travail individuels, des accords d'entreprise ou des accords concernant l'échelle des salaires. Il existe plusieurs formes de contrats, qui diffèrent du point de vue de l'organisme chargé de verser les pensions et des méthodes de financement.

/...

Les engagements directs (obligation pour l'entreprise elle-même de verser les pensions) : l'employeur, en tant que partie responsable du paiement de la pension est tenu d'en assurer lui-même le versement. Ces engagements directs représentent 70 p. 100 environ de toutes les dépenses au titre des pensions de vieillesse versées par l'entreprise. C'est la méthode retenue essentiellement par les grandes et moyennes entreprises.

Les caisses ou groupes des pensions sont des organismes indépendants chargés de payer les pensions - il s'agit généralement d'une compagnie d'assurance fondée sur la réciprocité - qui sont soumis au contrôle de l'Etat en matière d'assurance. Ils sont financés par des cotisations et versements d'une ou plusieurs entreprises, auxquels s'ajoutent parfois des cotisations des travailleurs.

Les caisses de prévoyance sont des organismes indépendants chargés de payer les pensions. Elles ne sont pas soumises au contrôle de l'Etat en matière d'assurance, et aucun recours juridique n'est garanti en ce qui concerne les paiements qu'elles effectuent. Elles sont toutefois tenues de traiter tous les travailleurs sur un pied d'égalité. La majorité de la dizaine de milliers de caisses de prévoyance existantes se trouve dans les petites entreprises.

L'assurance directe est fondée sur des régimes d'assurance-vie, souscrits par l'employeur pour assurer la vie et la rémunération du travailleur.

Pendant la période considérée, le Gouvernement fédéral a élaboré un projet de loi visant à améliorer les pensions de vieillesse versées par les entreprises, qui a, depuis lors, été soumis aux organes législatifs. Ledit projet de loi prévoit la promulgation, dans le cadre de la législation du travail et de la législation fiscale, de règlements qui seront complétés, dans le cas des fonctionnaires, des juges et les militaires de carrière, par des règlements de service.

III.C

Observations liminaires

Le droit à un niveau de vie suffisant est garanti à la population de la République fédérale d'Allemagne avant tout par une politique économique visant à maintenir le plein emploi, et par une politique dynamique de la main-d'oeuvre. L'objectif visé a été atteint pendant la période considérée (voir sect. I ci-dessus).

Les personnes qui ne sont pas en mesure, par leur travail, d'obtenir pour elles-mêmes et d'assurer à leur famille un niveau de vie suffisant, peuvent demander à bénéficier de diverses indemnités de sécurité sociale et d'assistance sociale (voir sect. III.B et sect. III.C.1 à 3 ci-dessous).

Ces régimes permettent en général aux bénéficiaires, non seulement de se nourrir, de s'habiller et de se loger correctement mais aussi - grâce essentiellement à des augmentations des traitements et salaires et aux ajustements périodiques des versements effectués au titre de la sécurité sociale - d'améliorer de manière continue leurs conditions de vie. L'amélioration de l'infrastructure économique et sociale financée à l'aide de fonds publics contribue également à l'amélioration des conditions de vie.

En outre, une politique active de planification régionale permet, de remédier aux déséquilibres régionaux provoqués par l'accroissement de la population et du nombre des emplois dans un certain nombre de régions, qui a pour effet l'implantation de toute une gamme d'installations d'infrastructure bien équipées, encore qu'elle s'accompagne d'une détérioration de l'environnement, alors que d'autres régions perdent peu à peu leur population.

Conformément à l'idée contenue dans la loi fondamentale sur les relations entre l'individu et l'Etat et la société, les services sociaux sont, en partie assurés par les autorités, et en partie de caractère privé. Les services sociaux de caractère privé bénéficient d'un appui matériel et non matériel de l'Etat à des titres divers.

La mesure dans laquelle l'individu peut obtenir un niveau de vie suffisant dépend également beaucoup de la mesure dans laquelle il peut constituer des réserves financières. A cette fin, il existe différents types de plans d'épargne parmi lesquels la promotion de l'épargne des travailleurs, surtout, a considérablement progressé pendant la période considérée. De 1969 à 1973, le nombre des travailleurs qui ont bénéficié des dispositions de la loi pertinente est passé de 5,7 millions à environ 17 millions (soit 75 p. 100 environ de toutes les personnes occupant un emploi). Le montant moyen investi chaque année pour constituer des avoirs est passé de 280 DM par personne en 1969 à 510 DM en 1972, soit un total de 1,6 milliard de DM en 1969 et de 8,7 milliards de DM en 1972 pour tous les épargnants.

Outre la promotion de l'épargne, le Gouvernement fédéral doit saisir le Parlement d'une loi sur la participation à la richesse, aux termes de laquelle les personnes occupant un emploi pourront participer à l'accroissement des avoirs productifs. Les principes directeurs élaborés le 19 janvier 1974 par les partis qui appuient le gouvernement prévoient ce qui suit :

1. Les sociétés ayant des bénéfices imposables de 400 000 ou 500 000 DM au minimum paieraient une redevance, si possible sous forme d'actions bénéficiaires.

2. Le rendement total de ces redevances devrait, pour le moment, représenter 5 milliards de DM par an à partir de 1976.

3. La participation des bénéficiaires prendrait la forme de titres distribués par les organismes chargés d'administrer le montant total des redevances.

Si l'on suppose un rendement moyen d'environ 5 milliards de DM pour la première année, chacun des 23,6 millions de travailleurs qui rempliront vraisemblablement les conditions requises pourra percevoir une somme annuelle d'environ 212 DM, à laquelle s'ajouteront encore les intérêts et l'"accroissement de la valeur interne".

Lorsque l'individu ne peut subvenir à ses besoins ou à ceux de sa famille ni par son propre travail ni avec l'aide des prestations de sécurité sociale visées à la section III.B, il peut demander à bénéficier de l'assistance sociale. En 1961, la loi fédérale relative à l'assistance sociale a établi un système moderne pour dispenser cette aide complémentaire. Ce système a été beaucoup amélioré pendant la période considérée, aux termes de l'amendement du 14 août 1969.

L'assistance sociale compte les lacunes des autres systèmes de prestations sociales, lorsque ces derniers ne suffisent pas pour éliminer certaines situations de misère sociale, ou ne sont pas applicables à certains groupes de personnes, ou lorsque les prestations sont insuffisantes dans certains cas particuliers. Il n'est pas nécessaire, pour bénéficier de l'assistance sociale, de faire partie d'un certain groupe de personnes, ni de verser de cotisations d'aucune sorte. L'individu peut bénéficier de l'assistance sociale lorsqu'il est dans l'impossibilité de sortir de sa misère par ses propres efforts ou moyens, qu'il soit ou non responsable de cette situation.

L'amendement du 14 août 1969 visé ci-dessus a amélioré le système d'assistance existant pour la réadaptation des personnes handicapées. Par la suite, il a été adopté de 1970 à 1972 un certain nombre de règlements d'application donnant notamment une définition du groupe de personnes gravement handicapées qui ont droit à une assistance complémentaire pour subvenir à leurs besoins, et à une assistance accrue en ce qui concerne les soins infirmiers. Les règlements comportent également des dispositions plus avantageuses en ce qui concerne le montant des revenus non imposables. Le règlement relatif à l'assistance pour la réadaptation des personnes handicapées s'applique désormais aussi aux personnes souffrant d'un handicap mental grave. Les barèmes ordinaires prévus dans l'ordonnance relative aux barèmes ordinaires, qui est l'ordonnance décisive en matière d'indemnités de subsistance, ont été révisés, de sorte que les Länder ajustent périodiquement le barème des indemnités ordinaires en fonction de l'évolution des prix.

Les dépenses au titre de l'assistance sociale se sont chiffrées au total à 4,8 milliards de DM en 1972. La moitié de cette somme est allée à des bénéficiaires se trouvant dans des institutions, foyers ou établissements analogues, et le reste aux autres bénéficiaires. Par contre, le nombre de personnes bénéficiant de l'assistance sociale, soit environ 1,5 million de personnes, est demeuré constant au cours des dernières années.

En vertu de la loi fédérale relative à l'assistance sociale, les personnes nécessiteuses peuvent expressément demander à bénéficier de la plupart des types d'assistance sociale - que ce soit sous forme d'argent, de produits ou de services personnels : le type et la forme de l'assistance sociale fournie dépendent des conditions propres à chaque cas. Le Service social doit intervenir d'office dès qu'il a connaissance d'un cas social. Sauf dans quelques cas exceptionnels, le bénéficiaire n'est pas tenu de rembourser l'assistance qu'il reçoit. Parmi les exceptions, on peut citer les cas où le bénéficiaire aurait été responsable, délibérément ou par suite d'une négligence, de son indigence ou de celle de sa famille.

La République fédérale d'Allemagne sait bien qu'il peut se produire des situations revêtant le caractère d'une catastrophe, où les articles de première nécessité mis de côté par l'individu, l'Etat ou la société ne suffisent plus. Pour faire face à ce type de situation, les mesures de protection en cas de catastrophe prévues par la loi du 9 juillet 1968, ont été rassemblées en un instrument unique couvrant tous les cas concevables. Les services et le personnel, qui est doté de l'équipement le plus moderne, sont mis à contribution dans de nombreuses situations d'urgence de la vie courante.

III.C.2

La République fédérale d'Allemagne a toujours considéré comme une tâche importante la fourniture d'un logement suffisant à la population, d'autant plus qu'il a fallu loger environ 13 millions de personnes expulsées et de réfugiés, alors que, d'autre part, un nombre incalculable de maisons et d'appartements avaient été détruits ou endommagés pendant la guerre.

Depuis 1950, il a été adopté un certain nombre de lois qui visent à promouvoir la construction de logements subventionnés par le gouvernement et qui prévoient des dégrèvements et des avantages fiscaux pour la construction de logements en général. Ces lois protègent les locataires contre l'éviction et contiennent des dispositions juridiques relatives aux loyers.

Pendant la période considérée, il y a lieu de mentionner l'adoption des textes législatifs suivants : l'ordonnance du 14 décembre 1970 relative aux loyers dans les bâtiments neufs; la loi du 4 novembre 1971 visant à améliorer la législation relative aux loyers, à limiter la hausse des loyers et à réglementer la rémunération des ingénieurs et des architectes, qui réglemente également les services des personnes chargées de l'entretien d'immeubles; la loi du 25 novembre 1971 visant à protéger les locataires contre l'éviction de leur logement; l'amendement du 17 décembre 1971 à la loi sur les logements, et l'ordonnance du 16 août 1972 visant à modifier le Code industriel, qui réglemente les professions d'agent immobilier, d'entrepreneur en bâtiment et de gérant d'immeubles.

Depuis de nombreuses années, les groupes à faible revenu, ainsi que les personnes âgées, les personnes gravement handicapées, les jeunes ménages et les familles nombreuses bénéficient de programmes spéciaux de promotion dans le cadre du système de logement subventionnés par le gouvernement.

Pour permettre aux personnes à faible revenu qui sont propriétaires de leur logement de vivre décemment, il leur est versé une indemnité de logement qui peut prendre la forme d'une subvention au titre des charges. En vertu de la deuxième loi relative aux indemnités de logement, promulguée le 14 décembre 1970, le nombre des bénéficiaires et le montant des indemnités ont été augmentés et les procédures ont été facilitées. En 1969, 850 000 ménages percevaient des indemnités de logement se chiffrant au total à 577 millions de DM. Ces chiffres sont passés respectivement à 1,4 million de ménages et 1,2 milliard de DM. Les étrangers peuvent également prétendre à une indemnité de logement.

/...

III.C.4

(Voir d'abord les observations liminaires de la section III.C.) Pour le reste, l'augmentation des revenus ne suffit pas pour améliorer les conditions d'existence; encore faut-il que le consommateur utilise ses revenus à bon escient. La politique du gouvernement en matière de consommation a pour but d'aider le consommateur au niveau du marché.

Pendant la période considérée, la politique suivie en matière de consommation ne s'est plus limitée à l'adoption d'un certain nombre de mesures spécifiques pour faire face à des problèmes particuliers : elle fait désormais partie intégrante de la politique économique et sociale. Cette évolution s'est manifestée pour la première fois de manière sensible, en octobre 1971, dans le rapport du Gouvernement fédéral sur sa politique en matière de consommation. Par ailleurs, un Conseil des consommateurs a été créé le 18 mai 1972 au Ministère de l'économie pour conseiller le Gouvernement fédéral sur les questions intéressant la politique à suivre en matière de consommation.

Il convient de noter un certain nombre de mesures importantes concernant la politique en matière de consommation qui ont été prises pendant la période considérée, à savoir :

- La loi du 11 juillet 1969 sur les poids et mesures
- La loi du 1er septembre 1969 portant modification de la loi sur les paiements à crédit
- L'ordonnance du 18 septembre 1969 sur la déclaration des prix
- La loi du 5 mai 1970 sur l'hôtellerie et la restauration
- La loi du 14 juillet 1971 sur les vins
- La loi du 4 novembre 1971 visant à améliorer la législation en matière de loyers
- L'ordonnance du 16 décembre 1971 sur l'emballage des marchandises
- La loi du 7 août 1971 sur le DDT
- La loi du 16 août 1971 relative aux agents immobiliers
- L'amendement du 25 août 1972 à la loi sur les marques textiles
- L'ordonnance du 10 mai 1973 relative à la déclaration des prix.

/...

La loi sur les denrées alimentaires, de même que les ordonnances qui ont été adoptées sur la base de cette loi (par exemple, sur les teintures, les agents de conservation, la composition des denrées alimentaires, les quantités maximums, la protection des cultures), visent à protéger le consommateur contre les risques de santé, les informations mensongères et la fraude. Ces règlements font l'objet d'un examen continu et sont mis à jour en fonction de l'évolution de la situation.

III.C.5

Dans le cadre de son programme du 29 septembre 1971 relatif à l'environnement, le Gouvernement fédéral a élaboré un projet réfléchi de politique d'environnement à long terme qui s'est intégré sans problème dans le système social et économique libéral de la République fédérale d'Allemagne. Les principes de cette politique sont les suivants :

- Protection actuelle et future de la dignité de l'homme, qui est menacée lorsque sa santé et son bien-être sont compromis;
- Conservation de l'environnement tel qu'il est nécessaire à l'homme pour rester en bonne santé et mener une existence décente;
- Protection du sol, de l'air, de l'eau, de la flore et de la faune contre les effets néfastes de l'intervention humaine;
- Elimination des dommages ou des conséquences néfastes de l'intervention humaine;
- Conservation des matières premières, des ressources minérales, ainsi que de l'air pur et de l'eau douce pour les générations actuelles et futures.

Pour exécuter ce plan, des amendements vont être apportés à la loi fondamentale, en vue de placer les éléments sous la protection spéciale de l'Etat, et donner ainsi un statut constitutionnel au droit de l'homme à un environnement décent.

III.D.1

Les mesures requises à cette section pour assurer la diminution de la mortalité et de la mortalité infantile ainsi que le développement sain de l'enfant sont, depuis longtemps, des éléments fondamentaux de la politique de la République fédérale en matière de santé, politique qui, dans le passé, a été couronnée de succès. Pendant la période considérée, ces problèmes ont également reçu toute l'attention des organismes intéressés.

Ainsi qu'on l'a mentionné brièvement à la section III.B, aux termes de la loi du 21 décembre 1970 étendant le bénéfice de la législation relative au régime général d'assurance-maladie, les compagnies d'assurance-maladie sont tenues de financer sept examens médicaux pour les enfants jusqu'à 4 ans révolus, en vue d'assurer un diagnostic précoce des maladies qui pourraient présenter un danger particulier pour le développement physique ou mental normal de l'enfant.

Grâce à cette disposition, aux examens médicaux pendant la grossesse, au fait que le public est mieux informé des questions de santé et à l'amélioration de l'équipement et de la qualité du personnel dans les services de gynécologie des hôpitaux, la mortalité infantile a encore diminué pendant la période considérée.

De 1969 à 1972, l'évolution a été la suivante :

Pour 1 000 naissances d'enfants nés vivants ou d'enfants mort-nés, la mortalité est tombée :

- Pendant les sept premiers jours de la vie
(mortalité périnatale) de 26,6 à 24,2
- Pendant les 28 premiers jours de la vie de 17,9 à 15,0
- Pendant la première année de vie de 23,2 à 22,5
- Le nombre de naissances d'enfants mort-nés est tombé de 10,6 à 9,3.

III.D.2

Pendant la période considérée, les mesures visant à protéger l'individu contre les risques de santé qui peuvent résulter d'un environnement technique et automatisé ont reçu une impulsion nouvelle. Le programme d'action immédiate pour la protection de l'environnement a été annoncé en 1970, et le programme du Gouvernement fédéral relatif à l'environnement en 1971.

Le programme relatif à l'environnement comporte plusieurs groupes de mesures, visant à protéger certains groupes critiques de personnes, d'animaux et de plantes contre les effets nuisibles de la technique et de ses applications. Tous les efforts de protection de l'environnement sont déployés en faveur de l'homme et de son bien-être, et en particulier de sa santé.

/...

L'amélioration de l'hygiène du milieu, qui est demandée par l'ONU, joue un rôle important dans le programme du Gouvernement fédéral relatif à l'environnement, qui ne porte donc pas uniquement sur les dangers imminents. Il prévoit essentiellement une planification active des procédés techniques susceptibles d'affecter l'eau, l'air et le sol. C'est pourquoi la protection de l'environnement est étroitement liée à l'aménagement régional, à la construction urbaine, à la politique scientifique et économique ainsi qu'aux politiques en matière de transports et surtout de santé.

Parmi les dispositions législatives adoptées pendant la période considérée, il convient de mentionner particulièrement l'ordonnance du 5 août 1971 sur la teneur en plomb de l'essence; l'ordonnance du 7 juin 1972 relative à l'enlèvement des ordures; l'ordonnance du 7 août 1972 relative au DDT; l'ordonnance du 1er mars 1973 relative aux rayons X; et l'ordonnance du 23 juillet 1971 relative à l'interdiction et à la limitation de l'usage des insecticides. Une loi fédérale relative à la protection contre les gaz d'échappement devrait, en principe, être approuvée dans un avenir proche.

Dans le cadre du programme du Gouvernement fédéral relatif à l'environnement, des recherches considérables sont en cours en vue de déceler la présence de produits chimiques (en particulier les métaux lourds) dans les produits alimentaires et d'y fixer, le cas échéant, des limites : il s'agit, par exemple, de déceler la présence de plomb, de mercure ou de cadmium dans le sol, le compost et autres engrais utilisés dans l'agriculture, dans les aliments et les plantes fourragères, dans le gibier et les poissons d'eau douce et dans le sol et la végétation de part et d'autre des voies de communication.

Dans le domaine de l'hygiène industrielle, la nouvelle loi sur le statut des entreprises donne aux conseils d'entreprise des pouvoirs étendus en ce qui concerne l'application de nombreux règlements de sécurité fédéraux ou adoptés au niveau des Länder. Pendant la période considérée, un projet de loi relatif à la médecine du travail a été présenté; il a été adopté depuis.

III.D.3

La République fédérale d'Allemagne a un système extrêmement développé de prophylaxie et de traitement des maladies épidémiques.

Ce système se fonde sur la loi relative à la prophylaxie et au traitement des maladies transmissibles aux êtres humains, sur la loi relative à la lutte contre les maladies vénériennes, sur des règlements sanitaires internationaux et un certain nombre d'ordonnances.

La mortalité due aux maladies infectieuses représente moins de 1 p. 100 de la mortalité totale.

Des programmes de contrôle (par exemple dans le cas de la poliomyélite et de la grippe) permettent de s'assurer régulièrement de l'évolution des virus et du degré de résistance de la population, si bien que l'on peut évaluer d'avance la progression des épidémies. Des programmes systématiques de vaccination visent à protéger la population, en particulier les enfants, contre les principales maladies transmissibles. Toutefois, il faut déployer beaucoup d'efforts pour persuader le public de se faire vacciner volontairement, étant donné qu'il y est moins disposé à mesure que le danger disparaît.

La loi fédérale relative aux maladies transmissibles a été modifiée le 26 août 1971, afin d'assurer une meilleure indemnisation des victimes de la vaccination. En outre, le gouvernement a pris en charge, en 1972, l'Institut Paul-Ehrlich qui est devenu le Bureau fédéral des sérums et des vaccins. A l'avenir, tous les vaccins et sérums devront être approuvés par ce bureau. On aura ainsi la certitude que seuls les vaccins dont l'efficacité, l'innocuité et la pureté ont subi avec succès les tests scientifiques les plus récents sont mis sur le marché.

L'expansion de la médecine du travail, conformément à la loi visée à la section III.D.2, permettra à l'avenir de mieux prévenir et traiter les maladies professionnelles et de mieux lutter contre ces maladies.

III.D.4

Les conditions économiques qui permettent d'assurer au public des services et des soins médicaux sont définies essentiellement par l'assurance-maladie réglementaire, dont bénéficient près de 88 p. 100 de la population. Ce système est sans cesse élargi et amélioré (voir sect. III.B).

Il convient de faire état de l'assistance fournie aux fonctionnaires en cas de maladie. Les personnes qui ne reçoivent l'aide ni d'établissements de sécurité sociale ni de parents tenus d'assurer leur subsistance, et qui ne sont pas elles-mêmes en mesure de financer leur traitement, peuvent prétendre à des prestations de maladie au titre de la loi fédérale d'assistance sociale (voir sect. III.C.1 à 3).

La loi relative à la stabilité économique des hôpitaux et le Règlement du 29 juin 1972 relatif aux tarifs des hôpitaux sont à l'origine d'un système d'hôpitaux efficaces, subdivisé en fonction des besoins. En conséquence, l'Etat est tenu de veiller à ce que tout individu puisse avoir raisonnablement accès à un lit d'hôpital en cas de maladie, quelle que soit sa situation sociale, à ce qu'il existe des installations de traitement suffisantes pour les patients hospitalisés et à ce que les frais d'hospitalisation demeurent dans des limites socialement raisonnables.

III.E

Remarques liminaires

L'article 6 de la loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne garantit la protection de l'Etat aux institutions du mariage et de la famille. Le principe constitutionnel de protection et de promotion est appliqué dans toute la gamme des mesures sociales et de politique sociale. Les efforts de l'Etat visent essentiellement à améliorer les conditions d'épanouissement de tous les membres de la famille.

Le Gouvernement fédéral contribue à améliorer les conditions sociales non seulement par le biais de la législation mais aussi en favorisant l'assistance aux familles et aux jeunes, en exécutant des projets de recherche et des projets expérimentaux orientés vers la famille, ainsi que des travaux de relations publiques, en particulier en faveur des enfants.

Outre qu'elle garantit les fondements matériels de la vie familiale, la politique du Gouvernement fédéral touchant la famille donne la priorité aux éléments ci-après :

- Renforcement de l'aspect éducatif de la vie familiale;
- Assistance à l'enseignement dispensé aux jeunes enfants;
- Expansion et amélioration des établissements d'enseignement destinés aux enfants d'âge préscolaire;
- Fourniture de logements susceptibles de satisfaire les besoins de la famille;
- Création, grâce aux deniers publics et aux instruments de planification, d'un environnement dans lequel les familles peuvent se développer harmonieusement.

La situation juridique et économique de l'enfant illégitime en République fédérale d'Allemagne a été considérablement améliorée par la loi du 19 août 1969 relative au statut juridique de l'enfant illégitime.

En République fédérale d'Allemagne, la vie familiale est encouragée dans le domaine économique, grâce principalement à la Caisse d'allocations familiales. Celle-ci accorde depuis plusieurs années une assistance directe et indirecte.

L'assistance directe comprend le versement des allocations familiales prévues par la loi fédérale sur les allocations familiales, de la prime par enfant versée aux fonctionnaires ainsi que les allocations et indemnités pour enfants à charge qui sont versées en sus des pensions d'assurance sociale.

L'assistance indirecte consiste en dégrèvements d'impôt, une partie du revenu étant exonérée d'impôt.

/...

Les allocations familiales sont versées à partir du deuxième enfant et pour chaque enfant supplémentaire, dans la mesure où la famille ne touche pas déjà de prestations analogues en vertu d'autres règlements (primes pour les enfants des employés de la fonction publique, allocations ou indemnités pour enfants à charge versées conformément à la loi sur les assurances sociales).

A la fin de la période considérée, les allocations versées pour le deuxième enfant représentaient 25 deutsche Mark par mois; pour le troisième et le quatrième enfant, elles s'élevaient à 60 deutsche Mark (l'indemnité pour le troisième enfant a été portée de 50 à 60 deutsche Mark au cours de la période considérée) et pour chaque enfant supplémentaire à 70 deutsche Mark par mois.

Les personnes qui n'ont que deux enfants ne touchent d'allocations pour le deuxième enfant que lorsque leur revenu annuel, ajouté à celui de leur conjoint au cours de l'année précédente ou de celle d'avant, ne dépasse pas un certain plafond fixé par la loi. Au cours de la période considérée, ce plafond a été porté de 7 800 à 16 800 deutsche Mark.

Les indemnités qui viennent s'ajouter aux pensions d'assurance sociale sont versées à partir du premier enfant. En général, elles sont sensiblement plus élevées que les allocations familiales et, au cours de la période considérée, elles ont été réajustées tous les ans en même temps que les pensions, en fonction de l'évolution de la situation économique.

Jusqu'en 1970, la Caisse d'allocations familiales ne versait d'indemnités directes que pour les enfants célibataires. En 1970, la Cour constitutionnelle fédérale a déclaré, dans plusieurs décisions, que ce système était inconstitutionnel. En conséquence, des amendements visant à étendre le versement de ces indemnités aux enfants mariés ont été apportés, le 25 janvier 1971, aux lois sur les assurances sociales et la fonction publique. Aux termes des nouveaux règlements, la Caisse d'allocations familiales versera également des indemnités aux enfants mariés.

Les allocations familiales exonérées d'impôt en vertu de la législation relative à l'impôt sur le revenu (qui n'a pas changé au cours de la période considérée) ont donné lieu à des dégrèvements d'impôt mensuels allant jusqu'à 19 deutsche Mark pour le premier enfant, 26,60 deutsche Mark pour le deuxième enfant et 28,50 deutsche Mark pour chaque enfant supplémentaire dans le cas des familles à faible revenu, et à 53 deutsche Mark pour le premier enfant, 47,20 deutsche Mark pour le deuxième enfant et 79,50 deutsche Mark pour chaque enfant supplémentaire dans celui des familles à revenu élevé.

Le gouvernement fédéral a l'intention de remplacer le système appliqué par la Caisse d'allocations familiales par le versement d'allocations uniformes. Celles-ci s'élèveront à 50 deutsche Mark par mois pour le premier enfant, 70 deutsche Mark pour le deuxième et 120 deutsche Mark pour chaque enfant supplémentaire. Le projet de loi sur cette question n'a pas encore été adopté.

En 1971, on a entrepris un programme à long terme visant à fournir davantage de logements, en particulier aux jeunes familles et aux familles nombreuses. Le gouvernement accorde 250 millions de deutsche Mark par an aux Länder à cette fin.

Les constructeurs de maisons réservées aux familles ou d'appartements destinés à être occupés par leur propriétaire peuvent prétendre à des prêts plus élevés lorsque les familles comptent deux enfants ou plus. En encourageant la construction de logements et en participant à l'élaboration de normes et de directives, le gouvernement fédéral contribue aux efforts déployés pour offrir aux familles des logements qui répondent à leurs besoins.

Etant donné l'utilisation croissante de la technologie et l'urbanisation, il est indispensable de préciser les conditions requises, sur le plan juridique et financier, pour la construction de terrains de jeux et de sports et d'équipements récréatifs. Un certain nombre de Länder ont promulgué des lois ou présenté des projets de loi relatifs à la mise au point de règlements détaillés concernant la construction de terrains de jeux. Outre qu'elles sont tenues par la loi de faire construire des terrains de jeux, les autorités locales sont aussi liées par les dispositions réglementant leur emplacement, leurs dimensions et leur nature, ainsi que par les dispositions relatives au financement de la construction. La psychologie du jeu et l'éducation sociale sont des considérations essentielles au moment de la conception et de la planification de ces terrains.

La construction de centres familiaux de vacances est encouragée au moyen de subventions et de prêts. Les centres sont construits par des organismes sociaux à but non lucratif et sont ouverts essentiellement aux jeunes familles, aux familles nombreuses, aux familles ayant des enfants handicapés ou aux familles provenant de milieux sociaux défavorisés, qui n'ont pas les moyens de s'offrir des vacances. En 1971, le Gouvernement fédéral a ouvert un crédit de 5 millions de deutsche Mark à cette fin. La plupart des Länder et un grand nombre de collectivités locales accordent des subventions qui permettent de faire face aux frais de logement et d'entretien des familles.

Enfin, le Gouvernement fédéral encourage vivement tous les efforts déployés par des organisations en vue de conseiller et d'informer les familles et de permettre aux parents de s'acquitter au mieux de leurs obligations en ce qui concerne l'éducation de leurs enfants. En 1969, le total des subventions accordées se chiffrait à environ 1,6 million de deutsche Mark; il a atteint près de 2,1 millions de deutsche Mark en 1973. En outre, le Gouvernement fédéral contribue également à l'élaboration de nouvelles méthodes d'information des parents.

III.E.2

Il y a lieu de mentionner tout d'abord l'augmentation du nombre de jardins d'enfants; on trouvera des renseignements plus détaillés à ce sujet à la section III.E.3.

Les entreprises prennent très souvent volontairement des mesures en faveur des mères de famille qui travaillent. Etant donné la pénurie de main-d'oeuvre en République fédérale d'Allemagne, les entreprises cherchent à fournir du travail aux mères de famille qui voudraient travailler mais qui ne savent que faire de leurs enfants pendant les heures de travail.

/...

A cet égard, la possibilité de travailler à mi-temps ou de s'absenter temporairement de son travail pendant certaines périodes joue un rôle important.

Depuis que la loi de mars 1969 relative à la fonction publique et aux salaires a été modifiée, les fonctionnaires et les juges du sexe féminin ont légalement le droit de travailler à mi-temps ou de s'absenter de leur travail pendant une période prolongée pour s'occuper de leurs enfants. Ce faisant, elles ne perdent aucuns des avantages auxquels elles auraient eu droit autrement. Afin d'encourager le travail à mi-temps dans une économie de libre marché, le Bureau fédéral de la main-d'oeuvre accorde des subventions et une assistance en vue de l'intégration du travail à mi-temps dans le système économique et soutient financièrement la création d'emplois à mi-temps grâce à des fonds de réserve.

Afin de surmonter les problèmes qui peuvent surgir en cas de maladie d'un enfant, les parents peuvent demander, à compter du 1er janvier 1974, un congé temporaire. Les affiliés aux caisses d'assurance médicale touchent des prestations en cas de maladie d'un enfant, attestée par un certificat médical, lorsqu'ils sont obligés de rester chez eux pour s'occuper de l'enfant ou le soigner et que ceci leur fait perdre une partie de leur salaire. Pendant la période au cours de laquelle l'assuré a droit à de telles prestations, il peut également demander à son employeur un congé sans traitement.

Le projet "garde à la journée" entrepris à titre expérimental par le Gouvernement fédéral a pour but d'améliorer la situation actuelle en ce qui concerne la garde des jeunes enfants (âgés de moins de 3 ans) des mères qui travaillent.

Dans le cadre de ce projet, une femme possédant les qualifications requises s'occupe chez elle des enfants des mères qui travaillent. Cette méthode a pour but d'assurer que l'enfant se retrouve dans un milieu aussi proche que possible du milieu familial. La "garde à la journée" est assurée sociale et son travail contribue par conséquent à promouvoir le système d'assurance sociale pour les femmes, à titre individuel.

III.E.3

En République fédérale d'Allemagne, le jardin d'enfants, en tant que secteur élémentaire du système d'enseignement, a son rôle à jouer en matière d'éducation. La personnalité d'un enfant doit se développer au contact permanent du foyer familial. Le jardin d'enfants complète et renforce l'éducation que l'enfant reçoit chez lui.

Le nombre de jardins d'enfants a augmenté; à la fin de 1972, il s'élevait au total à plus de 1,3 million, soit une augmentation de 7 p. 100 par rapport à 1971. En 1965, il n'y avait que 33 places pour 100 enfants âgés de 3 à 6 ans; en 1972, il y en avait 48.

Les plans établis par le Gouvernement fédéral et les Länder en matière d'éducation visent à satisfaire les besoins en matière de jardins d'enfants d'ici 1980 approximativement.

Le 10 juillet 1970, le Gouvernement fédéral a créé une commission d'experts chargée d'élaborer les principes de base d'une réforme de la loi actuelle sur l'assistance aux jeunes.

Le projet de réforme de la loi sur l'assistance aux jeunes a été publié le 26 avril 1973. Au lieu d'un "droit à l'éducation" qui apparaît dans la législation actuelle uniquement en tant qu'élément de programme, tous les jeunes pourront revendiquer un droit à l'éducation justifiable devant les tribunaux. Ce projet fournit une liste détaillée de mesures clairement définies à prendre afin d'assurer l'éducation des jeunes. Il prévoit par exemple que de l'âge de 3 ans jusqu'à l'âge où l'école devient obligatoire, tout enfant a légalement le droit d'être inscrit dans une garderie à la journée ou à la demi-journée.

Ce projet mentionne également les mesures dont il est fait état à la section III.E.2, et qui ont trait à la protection des enfants et des jeunes et à l'assistance à leur fournir.

III.E.4

En République fédérale d'Allemagne, la loi garantit aux parents le droit de décider librement et de toute responsabilité du nombre d'enfants qu'ils souhaitent avoir et de l'échelonnement des naissances. La condition préalable à la régulation de la fécondité est la connaissance des possibilités existantes en matière de planification de la famille. Afin de compenser le manque de services consultatifs en matière de planification de la famille, le Gouvernement fédéral a mis au point un programme pilote visant à fournir les données voulues aux responsables des services consultatifs.

La natalité a baissé en République fédérale d'Allemagne depuis le milieu des années 60. En 1969, l'excédent des naissances sur les décès a été de 160 000 au total. En 1972, le nombre de naissances a été inférieur de 30 000 à celui des décès, et en 1973, il lui a été inférieur de 96 000. Les raisons de cette baisse de la natalité sont actuellement analysées par l'Institut fédéral de recherches démographiques, créé au début de l'année 1973.

III.F.1

Le droit à l'enseignement primaire gratuit est garanti depuis longtemps en République fédérale d'Allemagne, par la législation des Länder relative aux questions scolaires et en partie également par les constitutions des Länder.

III.F.2

Le droit à l'égalité d'accès à l'enseignement secondaire est également garanti par la loi. Le droit fondamental de choisir librement un établissement de formation, mentionné à la section III.A.1, s'applique dans la mesure où les écoles dispensent un enseignement professionnel.

Au cours de la période examinée, une loi a été adoptée sur l'enseignement professionnel, le 14 août 1969. Cette loi introduit certaines réformes tout en établissant un fondement juridique uniforme pour l'enseignement professionnel.

La discussion sur les meilleures formes possibles d'enseignement professionnel s'est toutefois poursuivie et a abouti à de nouvelles idées de réforme fondamentale qui ne sont cependant pas encore en vigueur. Au cours de la période considérée, un certain nombre de programmes d'enseignement professionnel ont été remaniés et approuvés en vertu de la loi sur l'éducation professionnelle du 14 août 1969. Ces programmes définissent en détail la formation à donner en ce qui concerne chaque profession.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, la République fédérale d'Allemagne cherche non seulement à donner à tous les enfants les mêmes chances et les mêmes droits, mais aussi à fixer les conditions économiques préalables nécessaires à la création d'une situation où personne ne serait empêché, pour des raisons financières, de profiter des possibilités d'éducation offertes.

La loi sur la promotion de l'enseignement du 19 septembre 1969 a permis de réaliser cet objectif. Cette loi a été modifiée à plusieurs reprises au cours de la période considérée et elle a été remplacée, le 26 août 1971, par la loi fédérale sur la promotion de l'enseignement. Cette loi prévoit l'octroi d'une aide financière aux élèves et aux étudiants dont les parents ont un revenu ne dépassant pas un certain plafond.

Jusqu'à présent, le secteur universitaire relevait essentiellement de la compétence des Länder. Les Länder ont adopté un certain nombre de lois sur l'enseignement universitaire. Une loi générale sur les universités est en cours d'élaboration, mais elle n'a pas encore été adoptée.

En raison du manque de places dans les collèges scientifiques pour certaines disciplines, de nombreuses universités ont dû prendre des décisions pour limiter le nombre d'admissions.

Au cours de la période considérée, la Cour constitutionnelle fédérale a examiné la question de savoir si les limites fixées à l'admission des étudiants étaient compatibles avec le droit fondamental prévu par la Constitution de choisir librement un établissement de formation. La Cour a décidé que la fixation de telles limites n'était conforme à la Constitution que lorsque les restrictions à l'admission étaient absolument nécessaires, lorsque tous les services et installations disponibles étaient pleinement utilisés et lorsque la sélection et la répartition des candidats

s'opéraient selon des critères objectifs, en donnant une chance à chacun. Il convenait également de tenir compte autant que possible du choix de chaque candidat en ce qui concerne tel ou tel établissement d'enseignement.

III.F.3

Le droit des parents de choisir le type d'enseignement qui sera dispensé à leurs enfants est garanti par la Constitution. A cet égard, il convient de se référer à nouveau à la loi sur l'enseignement professionnel, qui tire les conclusions pratiques de cette disposition et qui a déjà été mentionnée à la section III.F.1.

Au cours de la période considérée, la Cour constitutionnelle fédérale a examiné le droit des parents de choisir librement entre les divers systèmes d'enseignement offerts par l'Etat dans le cadre du système scolaire.

La Cour a déclaré inconstitutionnelle la loi d'un des Länder à cet égard. Aux termes de cette loi, les parents n'avaient pas le droit, compte tenu de la création d'une classe de perfectionnement obligatoire pour les enfants d'âge scolaire des groupes 5 et 6, d'envoyer leurs enfants dans une école secondaire de l'Etat située en dehors du district scolaire où ils résidaient ou dans une école privée.

III.G.1

Le droit de l'individu à participer à la vie culturelle et à profiter des résultats du progrès scientifique et de ses applications apparaît comme une chose normale dans une démocratie libérale comme la République fédérale d'Allemagne.

La reconnaissance de la dignité humaine comme l'une des valeurs les plus élevées du système constitutionnel, le droit fondamental au libre épanouissement de la personnalité et le droit fondamental de bénéficier librement d'un enseignement accessible à tous, constituent le fondement constitutionnel de ce droit de participation. En même temps que les nombreuses mesures officielles de promotion sociale qui ont pu être adoptées à cet égard, la prospérité dont jouissent de larges sections de la population, et qui est mentionnée brièvement à la section I, constitue le fondement économique et financier de l'exercice de ce droit de participation.

En République fédérale d'Allemagne, l'exercice de ce droit apparaît comme une chose tellement normale qu'au cours de la période examinée l'Etat n'a eu besoin d'adopter aucune loi ou autre mesure pour étendre son application.

Il y a lieu de mentionner brièvement le développement des programmes spéciaux de radio et de télévision à l'intention des travailleurs étrangers, grâce auxquels ces derniers peuvent rester en contact permanent avec leurs cultures nationales et qui permettent à chacun d'entre eux de participer à la vie culturelle du pays même s'ils ne maîtrisent pas parfaitement l'allemand.

III.G.2

En vertu de la loi sur les droits d'auteur du 9 septembre 1965, la République fédérale d'Allemagne accorde une protection juridique étendue à tous les auteurs d'ouvrages littéraires, scientifiques et artistiques.

Cette loi protège les intérêts de l'auteur tant sur le plan intellectuel que sur le plan matériel. En vertu de cette loi, l'auteur bénéficie en principe d'un droit d'exclusivité sur l'exploitation proprement dite de son ouvrage et sur sa reproduction.

Ce droit d'exclusivité de l'auteur n'est limité que dans certains cas exceptionnels précis, dans l'intérêt du public. Dans certains de ces cas, la loi donne à l'auteur le droit à une rétribution appropriée au lieu d'un droit d'exploitation exclusif.

La loi sur les droits d'auteur protège non seulement les auteurs d'ouvrages littéraires, scientifiques et artistiques, mais également les artistes du spectacle, c'est-à-dire ceux qui interprètent ou exécutent une oeuvre, ou qui participent à sa réalisation sur le plan artistique. Ces artistes sont protégés par une loi connexe, qui diffère par quelques points de détail de la loi sur les droits d'auteur mais qui protège les intérêts non matériels et matériels les plus importants des artistes usés.

La protection fournie par la loi sur les droits d'auteur à l'auteur et à l'artiste interprète et exécutant est en tous points conforme aux conditions minimales requises dans les accords internationaux pertinents (Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques du 9 septembre 1886, révisée à Bruxelles le 26 juin 1948, Convention universelle sur les droits d'auteur du 6 septembre 1952, relative aux auteurs, et Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, du 26 octobre 1961, relative aux artistes interprètes ou exécutants), et dans quelques sections importantes, va bien au-delà de ces normes minimales.

La protection de l'auteur a été encore renforcée par la loi du 10 novembre 1972 portant modification de la loi sur les droits d'auteur. Cette loi donne aux auteurs le droit à une rétribution appropriée en cas de location ou de prêt de leurs ouvrages publiés par des services publics comme les bibliothèques, les discothèques ou les centres possédant d'autres ouvrages publiés par ces auteurs (cette rétribution prend la forme de droits payés par les bibliothèques).

D'autre part, des progrès considérables ont été réalisés du point de vue de la réglementation du droit des artistes créateurs à participer au produit de la vente des originaux de leurs ouvrages (droit à paiement ultérieur). En outre, tous les auteurs dont les ouvrages figurent en totalité ou en partie dans les bibliothèques d'églises ou d'écoles, ou sont utilisés dans un but éducatif, ont droit à une compensation financière.

/...

Au cours de la période considérée, la Cour constitutionnelle fédérale a également pris un certain nombre de décisions ayant trait à la loi sur les droits d'auteur. Elle a établi un lien entre cette "propriété intellectuelle" et les dispositions relatives à la protection de la propriété contenues dans la loi fondamentale et l'a ainsi incorporée dans le droit constitutionnel.

La Cour a en outre adopté une décision, le 24 février 1971, sur la question des activités artistiques et de leurs limites par rapport au domaine artistique privé qui est protégé par la Constitution.

IV et V

Il ressort des sections précédentes que les droits mentionnés s'appliquent en fait à toutes les catégories de la population, sans considération de personne, de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, de convictions politiques, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou autre.

C'est pourquoi la République fédérale d'Allemagne n'a plus besoin de prendre de mesures générales, légales ou autres, pour assurer qu'une proportion croissante de la population puisse jouir de ces droits.

Il n'en est pas moins vrai cependant que, dans certains secteurs, il reste certains problèmes à résoudre et que des améliorations sont possibles. C'est pour cette raison, et aussi pour des raisons de convenance, qu'il vaut mieux examiner ensemble les points IV et V.

Par exemple, depuis de nombreuses années, les travailleurs étrangers jouent un rôle important dans la vie économique et sociale de la République fédérale d'Allemagne. Lorsqu'ils possèdent des permis de séjour et de travail en règle, ces travailleurs jouissent du même statut que la main-d'oeuvre locale, du point de vue du droit du travail et du droit social. Toute forme de discrimination est interdite. D'autre part, les ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne jouissent d'une complète liberté de mouvement et sont libres de choisir leur lieu de travail en République fédérale d'Allemagne, dans les mêmes conditions que les citoyens de la République fédérale. Tous les travailleurs étrangers peuvent demander la protection des autorités de l'Etat et des tribunaux de la même façon que les citoyens de la République fédérale, ainsi que l'aide des syndicats dont ils peuvent faire partie, au même titre que les citoyens de la République fédérale.

La République fédérale d'Allemagne se rend pleinement compte toutefois que l'égalité pour les travailleurs étrangers, conformément au droit social et au droit du travail, ne suffit pas pour résoudre tous les problèmes que suscite l'emploi d'un si grand nombre de travailleurs étrangers et la présence des membres de leur famille sur le territoire fédéral.

Les problèmes ont trait principalement au logement des travailleurs étrangers et de leur famille, ainsi que, dans certains cas, à la scolarité de leurs enfants

/...

en République fédérale d'Allemagne. Il faut pouvoir intégrer ces enfants à la société de la République fédérale d'Allemagne pendant la durée de leur séjour tout en maintenant les liens intellectuels et culturels avec leur patrie. Pour résoudre les problèmes qui surgissent, il faut beaucoup de bonne volonté des deux côtés et un degré de coopération très élevé entre le pays d'origine des travailleurs étrangers et les autorités compétentes de la République fédérale d'Allemagne. Le Gouvernement fédéral fait de son mieux à cet égard.

On a fait allusion dans ce rapport (sect. III.A.5) à la nécessité de s'opposer au traitement injuste qui est réservé aux femmes qui travaillent, en matière de salaires. Dans bien des cas, ce problème se pose pour les "catégories à faible salaire", constituées exclusivement ou principalement d'employées.

Le Gouvernement fédéral prend très au sérieux ces accusations. Il a chargé deux experts indépendants de rédiger un rapport sur cette question. Le rapport doit être présenté au Bundestag; il sera examiné en détail avec les syndicats et les employeurs et publié. Il servira de base pour l'examen des critères d'évaluation dans les accords sur l'échelle des salaires.

HONGRIE

/9 mai 1974/

C'est avant tout la loi No I de 1972, portant modification de la loi No XX de 1949, qui contient le texte de la constitution modifiée de la République populaire hongroise, qui reflète les changements survenus en République populaire hongroise dans le domaine des droits économiques, sociaux et culturels entre le 1er juillet 1969 et le 30 juin 1973. La constitution exprime les modifications fondamentales intervenues dans la vie du peuple de la République hongroise, garantit les résultats obtenus dans la lutte pour le développement social et les progrès réalisés sur la voie du socialisme. La loi No XX de 1949 énonçait également la majorité des droits civils garantis par la constitution modifiée.

L'article 54 de la constitution de 1972 déclare que la République populaire hongroise respecte les droits de l'homme.

Tous les règlements relatifs aux droits et devoirs fondamentaux des citoyens doivent être énoncés dans des lois adoptées par l'organe suprême représentatif du peuple, c'est-à-dire le Parlement.

Droits économiques

a) Droit au travail et à une rémunération conforme au travail fourni

Le travail est le fondement de l'ordre social de la République populaire hongroise. Tout citoyen apte au travail a le droit et le devoir de travailler selon ses capacités. La République populaire hongroise s'efforce de réaliser le principe socialiste : "de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail" (art. 14 de la constitution).

La République populaire hongroise garantit à ses citoyens le droit au travail et une rémunération conforme à la quantité et à la qualité du travail fourni (art. 55 de la constitution).

b) Droit au repos et aux vacances

La République populaire hongroise garantit à ses citoyens le droit au repos et aux vacances. Elle donne effet à ce droit en établissant des journées de travail légales, en garantissant des congés annuels payés et en appuyant l'organisation des vacances (art. 56 de la constitution).

c) Droit de propriété et droit de succession

Le système économique de la République populaire hongroise est fondé sur la propriété sociale des moyens de production (art. 6 de la constitution).

/...

La République populaire hongroise appuie le mouvement coopératif fondé sur l'association volontaire des travailleurs, ainsi que le développement de la propriété collective socialiste; elle garantit l'autonomie des coopératives et - pour assurer l'application des principes socialistes régissant les coopératives - exerce un contrôle sur l'activité de celles-ci.

La République populaire hongroise accorde une attention particulière aux coopératives agricoles. Elle protège et encourage la propriété socialiste collective des terres.

La loi No III de 1971 sur les coopératives énonce les modalités régissant leur création et leur dissolution, les droits et devoirs des membres, les relations financières entre les membres et la coopérative ainsi que les conditions d'emploi des membres. Elle régit les modalités d'application des dispositions relatives aux membres des coopératives et celles régissant l'octroi des différentes parcelles de terrain.

La République populaire hongroise reconnaît et protège le droit à la propriété individuelle (art. 11 de la constitution).

Le décret No 31 du 5 octobre 1971 relatif à certains aspects du droit de propriété des citoyens sur des terrains et le décret No 32 du 5 octobre 1971 concernant certaines questions relatives au droit de propriété sur les logements et les maisons de vacances limitent la superficie du terrain et le nombre de logements et de maisons de vacances, afin d'empêcher toute spéculation. Aux termes de ces décrets, chaque adulte ou chaque famille a droit au maximum à un terrain pour la construction d'une maison d'habitation et à un terrain pour la construction d'une maison de repos ainsi qu'à une habitation destinée à lui servir de résidence principale, et à une maison aux fins de villégiature.

L'Etat reconnaît l'utilité sociale des activités économiques des petits producteurs. Toutefois, la propriété privée et l'initiative privée ne peuvent porter atteinte aux intérêts de la collectivité (art. 12 de la constitution).

La constitution garantit le droit de succession (art. 13).

Les décrets Nos 31 et 32 de 1971 - visant à satisfaire le souhait exprimé par les citoyens de pouvoir posséder un terrain, un logement et une maison de vacances et à empêcher l'acquisition de revenus ne provenant pas du travail - stipulent qu'au cas où, du fait d'un héritage, le nombre limite de biens qu'il est permis de posséder est dépassé, le propriétaire doit aliéner les biens vacants dans un délai de deux ans.

Droits sociaux

a) Droits dans le domaine économique et social

La République populaire hongroise protège la vie, la sécurité et la santé des citoyens qu'elle prend en charge en cas de maladie, d'incapacité de travail ou de vieillesse.

En cas de vieillesse, de maladie ou d'incapacité de travail, les citoyens hongrois ont droit à une aide financière. Ce droit est assuré par la République populaire hongroise grâce à un régime d'assurances sociales et à un réseau d'institutions sociales (art. 58 de la constitution).

Aux termes du décret No 45 du 4 novembre 1970, les pensions de toutes natures doivent être augmentées de 2 p. 100 par an à compter du 1er janvier 1971.

Aux termes de la loi No 33 de 1971 et du décret d'application No 45 de 1971, il est reconnu aux travailleurs ayant droit à pension qui continuent d'exercer leurs activités professionnelles pendant une année au moins (sans percevoir leur pension) le bénéfice de prestations d'une caisse complémentaire, ceci en vue de les encourager à continuer à travailler.

b) Droit à la protection de la santé

Les citoyens de la République populaire hongroise ont droit à la protection de leur vie, de leur sécurité et de leur santé. La Hongrie donne effet à ce droit en assurant la sécurité du travail, en mettant à la disposition des citoyens des établissements de santé, en leur fournissant des soins médicaux et en protégeant l'environnement (art. 57 de la constitution).

La loi No II de 1972 récapitule les règles fondamentales relatives à la santé publique en République populaire hongroise et énumère les droits et devoirs concernant la protection de la santé de la population. La loi spécifie que l'Etat est responsable de la santé publique. Tous les citoyens ont droit à bénéficier gratuitement d'examens médicaux et de tout traitement médical nécessaire, de soins en cas de maternité et de transports par ambulance. Les femmes, mères et enfants bénéficient d'une protection accrue. La loi contient des dispositions régissant les séjours en établissement psychiatrique, fixe les modalités de l'éducation des citoyens en matière d'hygiène et interdit toute propagande répréhensible du point de vue de la protection de la santé.

c) Protection du mariage et de la famille

La République populaire hongroise protège l'institution du mariage et de la famille (art. 15 de la constitution).

Aux termes des décrets Nos 7 et 2 du 8 février 1971 sur les modalités de financement de la construction de logements, les services de protection sociale, les contributions à la construction de logements et les prestations, les familles ayant des enfants à charge et les jeunes mariés reçoivent des prestations sociales.

d) Protection des femmes et des jeunes

L'égalité de droits des femmes est assurée par la garantie de conditions et de possibilités de travail égales à celles des hommes, par des congés payés pour les femmes enceintes, par la protection juridique accrue des intérêts de la mère et de l'enfant, par un réseau d'établissements de soins pour les mères et les enfants (art. 62 de la constitution).

Le décret No 1013 de 1970 sur l'amélioration de la condition économique et sociale de la femme résume les devoirs et responsabilités propres aux différents organes et institutions d'Etat, aux entreprises et aux coopératives. Ces diverses institutions doivent veiller à ce qu'à travail égal les femmes reçoivent un salaire égal à celui des hommes, et à leur assurer une formation professionnelle satisfaisante. Ce décret énonce les directives relatives à l'accès des femmes à des fonctions élevées, à l'allègement des occupations ménagères des femmes qui travaillent, à l'éducation des enfants ainsi qu'à la protection de la santé des femmes.

Une attention particulière est accordée à l'épanouissement des jeunes et à leur éducation dans l'esprit du socialisme, ainsi qu'à la protection des intérêts de la jeune génération (art. 16 de la constitution).

En formulant les droits et devoirs fondamentaux des jeunes et en définissant les responsabilités des organes et coopératives d'Etat, la loi sur la jeunesse (loi No IV de 1971) encourage les jeunes à participer à l'édification du socialisme. Elle contient des dispositions intéressant les jeunes du point de vue de leur éducation, de leur place dans la société, de la protection de leur santé, de la culture, des sports et de leur participation à la vie sociale et aux organisations sociales.

Droits culturels

a) Droit à l'éducation

La République populaire hongroise garantit à ses citoyens le droit à l'instruction. Elle donne effet à ce droit en veillant au développement de l'instruction publique, grâce à l'enseignement gratuit et obligatoire aux niveaux primaire, secondaire et supérieur et à l'organisation de cours du soir pour les adultes, et en accordant une aide financière à ceux qui étudient (art. 59 de la constitution).

Les groupes ethniques vivant sur le territoire de la République populaire hongroise ont le droit d'employer leur langue maternelle, de recevoir un enseignement dans cette langue et de préserver et de développer leur culture nationale (art. 61 de la constitution).

/...

La loi No VI de 1969 sur la formation professionnelle énonce les obligations des établissements et des autorités responsables de la formation professionnelle; elle arrête les règlements régissant ces établissements, leur champ d'activités, les dispositions régissant les contrats des apprentis, les indemnités et prestations auxquelles ils ont droit, la durée de la formation, les bourses d'études, les gratifications, les repas à prix réduit, les loisirs, les vêtements de travail, les services sociaux, etc., dont ils bénéficient, ainsi que les questions liées à la protection de la santé et à la sécurité des apprentis.

b) Droit de participer librement à la vie scientifique et culturelle

La République populaire hongroise organise et encourage les activités scientifiques contribuant au progrès de la société, aide les arts servant la cause du progrès (art. 18 de la constitution) et garantit la liberté des activités scientifiques et artistiques (art. 60 de la constitution). Le décret No 41 de 1969 sur l'Académie des sciences de Hongrie qui récapitule les règles régissant les activités de l'Académie stipule que celle-ci est l'institution scientifique suprême de la République populaire hongroise.

Ses fonctions englobent tout le domaine de la recherche scientifique, en particulier de la recherche fondamentale. L'Académie participe à la direction de la recherche scientifique et grâce à un réseau d'instituts et aux activités de ses membres, veille au développement de la science. Elle dirige les activités de recherche des instituts qui lui sont rattachés.
